

23. Linzer Konferenz
8.-12. September 1987

Referat zum
Tagesordnungspunkt 1

René GALLISSOT
Frankreich

La contradiction du nationalisme et du pacifisme:
les leçons de la Conférence manquée de Stockholm.

"L'internationale n'est pas faite pour les temps de guerre". Comme pour illustrer ce constat de Karl KAUTSKY, la Conférence de Stockholm n'a pu se tenir, après avoir soulevé de grandes espérances qui accompagnaient les événements révolutionnaires de Russie. Mais les causes de l'échec ne sont pas seulement de l'ordre des oppositions et des manoeuvres, notamment ^{de la part,} des fractions socialistes soutenant la politique des gouvernements belligérants; la responsabilité d'Albert Thomas en France est ainsi très lourde; mais des raisons peut-être plus profondes se tiennent au coeur même des évolutions du mouvement ouvrier.

C'est pour comprendre de l'intérieur, les attitudes et les orientations des diverses composantes du socialisme qui devaient se retrouver à Stockholm, que nous soumettons à l'analyse, les textes rassemblés par le Comité organisateur dans un volume impressionnant sous le titre-oriflamme: STOCKHOLM. (Edition française: Comité organisateur de la Conférence socialiste de Stockholm. STOCKHOLM. Tidens Förlag, Stockholm; 1918, 16-XXX-542 pages). La publication comprend les réponses au questionnaire préliminaire, les mémoires adressés au Secrétariat, les notes laissées par les délégations, bref l'ensemble des documents recueillis par le Comité organisateur, émanant comme il est dit des "partis et tendances ouvrières et socialistes".

C'est sur le principe même dont se réclamait l'initiative de la Conférence, qui est celui du droit des peuples et qui devient l'argument du socialisme et du pacifisme, que nous allons interroger et classer les prises de position, pas seulement pour les opposer entre elles, mais pour cerner la contradiction qui rend la paix impossible en 1917 déjà, et à long terme. L'antinomie du nationalisme et de la paix, qui pénètre le mouvement socialiste, n'est-elle pas plus encore ce qui fait le vice du Traité de Versailles, et prédétermine la virulence des mou-

vements de revanche, l'expansionisme national-socialiste, et finalement la seconde guerre mondiale, comme la violence des guerres de décolonisation.

I) Les nationalismes contre la paix.

C'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui est au centre des débats comme par conjonction de la doctrine de Wilson et du socialisme démocratique. L'objectif est d'arriver à "une Société organisée des Nations" parce que dans une société des nations, "il paraît impossible qu'il y ait des peuples dominateurs et des peuples dominés, des nations victorieuses et des nations vaincues. La S.D.N. porte en germe la libération de toutes les nationalités." Le programme pour les discussions préliminaires disait s'appuyer sur "ces éléments fondamentaux des rapports internationaux" que seraient "le droit des gens, l'ordre international, les tribunaux d'arbitrage." Dans les prises de position socialistes de 1917, avant donc de l'être dans les faits, ce rêve de paix et de liberté se trouve contredit sur trois plans, par la primauté des nationalismes et de l'intérêt d'Etat, par l'impossibilité des solutions fédérales qui sont pourtant défendues avec une vive conviction, par les malentendus ou les impasses sur la question nationale des pays colonisés.

L'attitude la plus simple devant le nationalisme consiste à partir en guerre contre lui dans l'absolu, comme le fait le memorandum du Socialist Labour Party des Etats-Unis qui conclut sur ces cris militants: "A bas la guerre et le militarisme. A bas la défense nationale" L'argumentation témoigne d'une belle inconscience des antagonismes nationaux, justifiée en théorie par la combinaison d'un internationalisme radical pour qui la défense nationale "n'est qu'hypocrisie" des gouvernements allemand, autrichien, anglais, français, russe et américain, d'un darwinisme corrigé par Veblen: "la guerre est combat d'animaux sauvages", et d'un marxisme plus qu'orthodoxe: "la lutte entre les classes est l'unique base véritable de la vie sociale"; le patriotisme n'est qu'un piège tendu au socialisme international" par "le parlementarisme opportuniste" et "le syndicalisme anarchique", car "les intérêts commerciaux sont l'unique motif réel" Et comme il était à craindre, ce matérialisme naïf se perd dans l'eschatologie en appelant de ses vœux "l'érection finale d'une République socialiste du travail".

A l'opposé, c'est d'un nationalisme, qu'il faut bien appeler d'Etat dont portent témoignage les réponses voisines de la S.F.I.O. et du Labour Party. Le parti français exalte la Société des Nations qui garantira le traité de paix; il va jusqu'à dire que le "socialisme se confond avec l'intérêt des peuples et c'est ainsi qu'il est amené à proclamer le Droit des Peuples (avec majuscules) à disposer d'eux-mêmes, principe suprême

de l'ordre international nouveau appuyé sur la S.D.N." Mais le document français ne parle de nationalités qu'allusivement pour les nationalités balcaniques"; il ne s'intéresse qu'à la reconstitution d'Etats; c'est l'Etat historique qui tient lieu de nation d'autant que la dignité nationale ne sied qu'aux populations "ayant atteint un certain stade de civilisation". C'est que la S.F.I.O. se tient sur la position commune aux partis de l'Entente, quand elle ne la dicte pas, qui ne raisonne qu'en termes de victoire alliée.

le mémoire du Labour Party célébrait même par avance la victoire alliée. " La victoire des Alliés doit être la victoire de la liberté des peuples, de l'unité, de l'indépendance et de l'autonomie des nations, de la Fédération pacifique des Etats Unis de l'Europe et du monde." L'Irlande n'existe pas, d'autant que la fixation nationaliste ^{se fait} sur l'Europe centrale et les Balkans, et sur l'Alsace-Lorraine; c'est le coeur européen de ce socialisme qui s'adonne au pacifisme.

Deux couples de partis et en même temps de pays manifestent un nationalisme retors et d'une profondeur insondable: la Social-démocratie allemande et le Parti Ouvrier belge d'une part, - et ce n'est pas un hasard puisque c'est entre eux que joue l'affrontement le plus fort, - et d'autre part: les partis sociaux démocrates d'Autriche et de Hongrie unis comme dans la double monarchie pour dominer les nationalités; le front passe ici à l'intérieur des Etats et par la défense de l'Etat. Toute l'habitabilité repose dans l'usage de l'autonomie culturelle: parler de culture concourt au salut de l'Etat unitaire. Le mémoire du Parti social-démocrate allemand invoque le droit des nations à disposer d'elles-mêmes pour la Serbie, la Pologne, la Finlande et la Belgique, mais pour la seule Alsace-Lorraine se réclame du principe de la paix sans annexion: ce serait procéder à une annexion que de rattacher à la France, l'Alsace-Lorraine qui "appartient à l'Etat allemand, lui a été arraché par la France et qui a été restitué en 1871". "L'Alsace-Lorraine n'a jamais constitué une unité politique indépendante et ne peut être considérée comme une nationalité spéciale. La population d'Alsace-Lorraine est aux 9/10e de nationalité allemande aussi bien du point de vue ethnique que par sa descendance et sa langue" L'argumentation généalogique, pour ne pas dire raciale, permet de sauvegarder le Reich.

Le Parti Ouvrier belge a continuellement refusé de participer à la Conférence tant que le parti social-démocrate allemand ne reconnaîtrait pas "la responsabilité principale" dans le conflit, de "l'impérialisme allemand". Le memorandum se termine en accusant en outre "la politique allemande d'exploiter la question flamande" dont le règlement ne peut être que "l'oeuvre du parlement belge, expression collective de la nation". La nation est ici exclusive de la nationalité.

C'est en fait sur le même fond d'intérêt d'Etat impérial que se retrouvent les parti hongrois et la Social-démocratie d'Autriche, mais le discours très élaboré de celle-ci fait contraste avec les affirmations brutes de la partie hongroise. Le parti hongrois fait preuve d'une totale bonne conscience en affirmant "avec une certaine fierté que la classe ouvrière socialiste de Hongrie a échappé à la contagion nationaliste et impérialiste". Le memorandum s'ouvrait cependant en posant qu'il était impensable de "diminuer l'intégrité territoriale de la Hongrie aussi bien que celle de la Monarchie austro-hongroise." Aussi au nom de la règle marxista qui veut que "l'oppression sociale soit plus importante que les questions nationales", le parti social-démocrate hongrois était le seul à oser proclamer son opposition au droit des peuples: "la délégation hongroise ne croit pas que la formation des Etats doive se faire d'après le principe des nationalités." Vicieusement, elle citait à preuve, la Belgique que l'on devrait partager entre la Hollande et la France. Ce sens de l'Etat ne laissait place qu'à "l'autonomie nationale dans l'organisation administrative et dans les questions de culture." C'est retrouver l'application des constructions austro-marxistes, celles de Karl Renner en particulier, présentées dans le mémoire du Parti social-démocrate d'Autriche allemande. Toute la démonstration ^{est} tendue vers le salut de l'Empire en faisant valoir la solution d'autonomie. "Polonais de Galicie et de Russie, conclut ainsi le mémoire, doivent obtenir à bref délai une autonomie complète dans le cadre des deux empires!" C'est aussi le salut de l'Empire russe.

Cette argumentation traduit le transfert dont l'entrée en guerre des partis socialistes aux côtés et au sein des gouvernements, a manifesté l'accomplissement. Le mouvement ouvrier cesse d'être un mouvement social ayant ses propres fins; il assume la défense nationale parce qu'il se reconnaît dans l'Etat. C'est l'expression de l'intégration des classes ouvrières dans l'Etat. Les neutres comme l'on dit, c'est à dire les partis des Etats restés neutres dans le conflit, expriment tout autant cette adhésion étatique; leur intégration est si avancée qu'ils se font les meilleurs avocats et de la participation parlementaire et de l'action des gouvernements pour organiser l'arbitrage international. A l'internationalisme antiimpérialiste qu'invoque le mouvement de Zimmerwald qui tente lui aussi de tenir sa Conférence de Stockholm, et plus encore à la dénonciation de l'Etat que Lénine vient de pousser à l'extrême dans l'isolement de sa cabane finlandaise, s'oppose majoritairement dans les partis socialistes, l'engagement dans une participation étatique; le socialisme s'absorbe dans le régime parlementaire qui devient le seul critère de démocratie, dans une politique de gestion sociale publique, et dans une recherche du statu quo entre Etats. Ce programme de gouverne-

ment substitue l'équilibre des relations diplomatiques à l'internationalisme; ce pacifisme proclamé peut-il garantir la paix alors qu'il défend les intérêts nationaux, et qui plus est en maintenant les rapports d'inégalité?

II) Vains espoirs mais apothéose du fédéralisme.

Stockholm ou plutôt les adresses à ce congrès manqué, sont placées sous le signe du fédéralisme. Comme en écho aux discours de Wilson, les socialistes font un concours de vœux en faveur des Etats-Unis d'Europe. Depuis la fin du XIXe siècle, la solution fédérale fait son chemin dans les programmes sociaux-démocrates d'Europe centrale, en concernant et l'organisation du parti, ce qui déclenche l'hostilité de la fraction bolchévique, et l'organisation de l'Etat par respect des nationalités. Des projets ont été défendus, - et Karl KAUTSKY en est souvent l'initiateur-, tant pour l'Europe danubienne et balkanique que pour le Caucase. La "petite internationale" est fédérale. Les guerres balkaniques puis les circonstances mêmes du déclenchement de la guerre en 1914, ne pouvaient que promouvoir des propositions à la recherche d'un équilibre des nationalités à l'occasion de la réorganisation étatique. L'on sait que l'idée de fédération balkanique passera même de la 2e Internationale à l'Internationale communiste, et que l'après 2e guerre mondiale renouvellera les projets de fédération, ne laissant place cependant qu'à la fédération yougoslave.

Pour l'heure c'est à dire en 1917 et dans le mouvement socialiste, -la constitution de la Tschécoslovaquie n'étant pas le propre des socialistes-, les perspectives fédéralistes sont elles-aussi minées de l'intérieur par un attachement nationaliste qui ne le cède en rien à celui qui inspirait les prises de position des partis des grandes puissances belligérantes ou neutres. Deux memorandums de partis se répondent ainsi par nationalisme tout en se réclamant du fédéralisme, celui du parti socialiste de Serbie et celui du Parti social-démocrate unifié de Bulgarie, c'est à dire les "Larges" par opposition aux "Étroits" qui, eux, s'étaient symboliquement dressés contre la guerre et suivaient le mouvement de Zimmerwald. Le document bulgare éprouve le besoin de prendre son élan sur une histoire millénaire qui porte la continuité de la nation et justifie son expansionisme. Le texte s'ouvre ainsi sur l'histoire de l'Empire byzantin et de l'Empire bulgare, le rappel des révoltes antiturques pour aboutir aux guerres balkaniques; il avoue même crument que "la guerre est un moyen de réaliser l'unité nationale". Mais la contradiction est là de devoir parler des nationalités. "L'union nationale n'est pas en contradiction avec la formule: "Paix sans annexion... L'uni-

que principe socialiste en cette matière est celui de la liberté des nationalités et de leur droit à disposer d'elles-mêmes. Pour nous, il n'y a annexion que lorsqu' un territoire est arraché de force et contrairement au voeu et aux intérêts de ses habitants, mais non pas quand il est rattaché à un autre Etat pour réaliser une union nationale! En conséquence, ce socialisme nationaliste bulgare est obligé de se déporter vers une solution fédérale. "Le couronnement d'un long et difficile procès" devrait aboutir par "le rapprochement des Etats balkaniques" à une "fédération démocratique", mais en intégrant la Macédoine et la Dobroudja.

Le Parti socialiste de Serbie s'était illustré en 1914 par le refus de la défense nationale. La Serbie subit ensuite une double occupation que décrit un second mémoire dénonçant principalement la "politique de dénationalisation, déportation et extermination du gouvernement bulgare"; il entend "exposer au monde entier les crimes commis par les cercles dirigeants bulgares et austro-hongrois." Mais le premier mémoire allait au delà du ressentiment. Il est d'abord l'un des rares textes socialistes à employer le terme de race, ordinairement d'usage banalisé sauf peut-être pour le Labour Party parlant de race à propos de la Palestine et du foyer juif. Le rapport affirme ainsi qu'il faut arracher l'Albanie à "l'impérialisme italien" pour créer un Etat albanais; "le partage entre la Grèce et la Serbie étant impossible parce que les Albanais sont des "éléments hétérogènes et même d'une autre race." Ce qui éclate dès le début de ce document n'en est pas moins l'affirmation de la Serbie comme "grande nation"; parce que l'on compte dix millions de Serbes, "le peuple serbe est plus grand que le peuple tchèque et le peuple hongrois", et l'on passe de l'importance numérique à la revendication d'un espace vital pour "assurer à la Serbie un minimum d'existence. Cela veut dire réunion avec le Montenegro, la Bosnie-Herzégovine, la Dalmatie" Car la Serbie est à la fois un "Etat adriatique" et un Etat qui doit avoir accès à la mer Egée par Salonique "port commun de la Serbie, de la Grèce et de la Bulgarie". Cette nécessité de composer ramène vers la solution fédérale, que dominerait une grande Serbie, en incorporant dans une république fédérative des Balkans, la Macédoine comme partie autonome car celle-ci est un "conglomérat de races et de nations où personne n'a la majorité". Par ailleurs ou de surcroît, dans une célébration de la révolution russe, le parti serbe appelle de ses voeux une "grande démocratie russe fédérative" comprenant l'Ukraine et la Finlande.

L'idéal fédéraliste se retrouve largement à travers les proclamations socialistes d'Europe centrale. Les socialistes de Croatie et Slovénie, de Bosnie-Herzégovine nourrissent aussi l'espoir d'une fédération balkanique pour les Slaves du sud. Le parti social-démocrate tschécoslo-

vaque généralise même le principe: "il est nécessaire de transformer les Etats à plusieurs nationalités en des Fédérations d'Etats nationaux et autonomes. L'Etat tchèque comme l'Etat slovaque serait autonome dans "l'Empire fédératif du Danube."

Dernier exemple des contradictions qui se cachent sous le rêve fédéral et plus encore sous l'illusion de l'arbitrage international, celui du très intéressant mémoire du Parti social-démocrate ukrainien d'Autriche qui est l'un des rares à présenter une étude ethnographique de l'imbrication des populations. Il plaide pour la transformation des Empires en "Fédérations d'Etats nationaux indépendants", et consacre même un dernier développement "aux peuples sans droits", c'est à dire aux minorités incluses dans des ensembles dominants. Evoquant les polonais et les danois d'Allemagne, la question irlandaise, l'Arménie, l'Inde, la Perse, l'Egypte, la Tripolitaine, il conclut: Il ne suffit pas que le congrès témoigne de ses sympathies aux aspirations de tous les peuples opprimés qui veulent reconquérir leur liberté. Il ne doit pas non plus attendre jusqu'à ce que les socialistes soient les maîtres du pays et élèvent la voix, pour que les nations soient libérées de l'oppression étrangère. Notre congrès doit 1) revendiquer sérieusement et catégoriquement la libération de tous les peuples opprimés; 2) demander la création d'une commission internationale pour élaborer une codification des droits des peuples afin de les protéger; 3) [la création] d'un tribunal international.

Ce beau fédéralisme fera bientôt place en Europe centrale, à l'exception de la Tschécoslovaquie, à la constitution d'Etats nationaux tandis que le mouvement socialiste continuera à se rattacher à l'illusion pacifiste de l'arbitrage international. Il achoppe ainsi non seulement sur la question des nationalités, mais bute aussi sur la reconnaissance des mouvements nationaux des pays dominés, sur la question juive comme sur la question coloniale, comme pour annoncer une situation de guerres locales qui reste très actuelle.

III) Le point aveugle de la question juive et de la question coloniale.

Alors que tous les partis se déclarent en faveur de l'indépendance polonaise, les socialistes de Pologne n'interviennent dans la préparation de la Conférence qu'à titre mineur. Les socialistes nationalistes du P.P.S. boycottent le mouvement socialiste international; le seul mémoire adressé à Stockholm n'exprime que la position des socialistes de Galicie et de Silésie (il est signé: H. Diamand et I. Daszynski) en dehors donc du Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie. Si le do-

cument soutient la lutte nationale, il rejette l'intolérance nationaliste polonaise (et probablement catholique) du P.P.S. en défendant les minorités. C'est ainsi à propos de la Pologne, qui semble faire l'unanimité, que perçue la question juive. Celle-ci concentre au plus haut point les contradictions du socialisme pacifiste en laissant voir l'incompatibilité des solutions.

Plusieurs mémoires ou notes présentent les revendications juives. Le memorandum du Parti socialiste de Galicie et Bukovine se prononce non seulement pour l'indépendance d'une Pologne rassemblée, mais pour l'autonomie nationale culturelle des Juifs fondée sur la langue yddish. Cette liberté du développement culturel est présentée comme la chance de rendre caduque, la prétention "impérialiste" de constituer un Etat juif. Cette revendication culturelle s'oppose donc aux courants sionistes. La Conférence ouvrière socialiste juive "Poalé Sion" a ainsi adressé un mémoire dont la cohérence vient de son inspiration par Borochow. Le document veut dès le début "distinguer du chauvinisme national, la saine substance de l'idée nationale", mais il s'exprime au nom du "peuple juif"; il dit sa méfiance de l'Etat, invoque l'égalité des peuples, revendique la liberté d'immigration, mais souhaite aussi l'établissement territorial. La revendication de l'autonomie nationale personnelle de neure valable en Russie, Autriche, Ukraine, Lithuanie, Pologne, mais c'est vers la Palestine que va l'espérance. "La source principale de tous les malheurs du peuple juif est la perte de son territoire historique." Comme "le problème juif est un problème national par essence", le moyen de la réalisation nationale est "pour l'unique peuple privé de sa terre", de pratiquer "une nouvelle colonisation" en Palestine même. "L'aspiration du peuple juif à une concentration nationale en Palestine est complètement d'accord avec les tendances colonisatrices de l'humanité". Non seulement la terre palestinienne est peu peuplée, mais des millions de colons vont la régénérer. La bonne conscience se place dans la construction d'un monde différent. "Il est évident que cette oeuvre de colonisation n'a rien de commun avec la politique coloniale de conquête, d'expansion et d'exploitation...". Le développement des forces productives du pays se fera "en collaboration pacifique avec la population arabe... et ne pourra qu'aider la population arabe à passer des étapes primitives à un développement culturel et économique" La conclusion de ce plaidoyer qui cherche des arguments marxistes, est d'accorder "l'autonomie nationale à la population juive de Palestine."

Ces vœux socialistes juifs sont prononcés à la veille de la déclaration Balfour (novembre 1917); déjà le memorandum du Labour Party l'annonçait en consacrant un paragraphe (titre XII) aux Juifs et à la Palestine qu'il fallait libérer de la domination turque; dans cet "Etat libre sous garantie internationale pourraient se fixer les Juifs qui le désirent et qui veulent créer leur propre destinée, libres de toute intervention d'une race ou d'une religion étrangère". L'on passe donc de la question juive, grosse des conflits actuels, à la question coloniale.

La logique voudrait que le droit des peuples que l'on invoque, s'applique également aux sociétés dominées. C'est un nouveau lieu de partage entre les partis socialistes, entre ceux pour qui la question ne se pose même pas comme notamment les partis issus pourtant de sociétés coloniales: Etats-Unis, Australie, Afrique du Sud, ou pour le parti tchécoslovaque, ceux qui se donnent impunément une bonne conscience en souhaitant une tutelle internationale qui permette l'évolution des colonies et ceux dont le nationalisme ne peut renoncer à la domination coloniale. Seuls les petits partis minoritaires ou des fractions en rupture avec un parti dominant osent se prononcer pour l'indépendance, à commencer par celle de l'Irlande; ainsi le British Socialist Party, le parti socialiste de Serbie ou les socialistes d'Ukraine, mais aussi l'Union socialiste indépendante d'Allemagne (U.S.P.D.)

Les grands partis européens se prononcent pour la conservation des colonies non pas explicitement mais en souhaitant comme le parti social-démocrate d'Autriche que la tutelle coloniale soit compatible avec le régime de la Porte ouverte, que la législation du travail soit introduit c'est admettre que le droit des peuples ne s'applique pas. La S.F.I.O. ne dénonce que les excès du "colonialisme capitaliste", ce qui laisse supposer qu'elle est porteuse d'un bon colonialisme. Le Labour Party place la poursuite de la colonisation sous la "surveillance" de la S.D.N. qui garantirait "la protection des indigènes contre toute exploitation et oppression et la préservation de leurs intérêts de tribus (sic)". Il est vrai que le secrétariat du Comité organisateur recevait les doléances de délégations et de personnalités s'exprimant au nom de peuples dominés: Hindoustan, Perse, Caucase, délégations "mahométanes", Turkestan et Turquie, Tripolitaine, Tunisie (et Algérie), Maroc. Cette apparition d'un autre monde n'enlève rien aux croyances d'un socialisme ethnocentrique qui tient pour universelle et progressiste, la justification de la pratique politique des partis européens pour qui le projet socialiste se confond avec le triomphe du régime parlementaire et de l'arbitrage international.

Cependant par rapport à cette évolution dominante, en dehors des cas de ces francs-tireurs que sont les petits partis ou les fractions nationalitaires, une seule exception prend une importance, celle du parti socialiste indépendant d'Allemagne, l'U.S.P.D., née d'une rupture pacifiste à l'intérieur de la guerre. Le mémoire de l'U.S.P.D. dénonce la ^(domination) coloniale: "il n'y a pour les classes ouvrières aucun intérêt politique et économique à conserver les colonies". C'est que plus largement en rompant avec la social-démocratie, ce mouvement a choisi "la paix sans annexion ni contribution", comme au nom du droit des peuples, il défend les minorités et se prononce pour la libre disposition de l'Alsace-Lorraine. C'est l'indépendance du mouvement ouvrier par rapport aux Etats qu'il convient de préserver, comme "il faut" lui redonner une dimension internationale. L'Internationale que l'U.S.P.D. appelle de ses vœux doit se fonder sur "l'indépendance des partis socialistes à l'égard des gouvernements impérialistes."

Il y a là comme l'anticipation du projet austro-marxiste d'Internationale II et demie, dont l'impraticabilité somme toute laissera les deux camps opposés des partis se réclamant du mouvement ouvrier: l'Internationale communiste se référant au mouvement de Zimmerwald, l'Internationale ouvrière et socialiste reconstituée pour partie dans le prolongement des orientations déjà dominantes dans la préparation de la Conférence de Stockholm. Le premier "camp socialiste" ne fut-il pas celui du socialisme parlementaire dont le pacifisme proclamé couvrirait le ralliement de fond à l'intérêt d'Etat?

TÜRKIYE SOSYALİSTİK İŞÇİLER PARTİSİ